

## EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2005

Les tendances de l'exécution du budget de l'exercice 2005, observées à fin juin se sont maintenues au troisième trimestre. L'environnement est resté marqué au plan international par une hausse continue des cours internationaux du pétrole brut, et au plan national par un ralentissement du rythme de la croissance économique.

De janvier à septembre 2005, les recettes budgétaires hors dons se chiffrent à 1153,6 milliards F CFA à fin septembre 2005 contre 942,5 milliards F CFA pour la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 211 milliards en valeur absolue et 22,4% en valeur relative. Cette évolution favorable s'est observée aussi bien au niveau des recettes pétrolières (42%) qu'au niveau des recettes non pétrolières (16,9%).

Les recettes pétrolières s'élèvent à 292 milliards F CFA contre 205,8 milliards à fin septembre 2004, soit une augmentation de 86,4 milliards entre les deux périodes. Cet accroissement est dû au maintien à un niveau élevé des cours mondiaux du pétrole brut.

Les recettes non pétrolières recouvrées à fin septembre 2005 ont été de 861,6 milliards F CFA contre 736,9 milliards à fin septembre 2004, soit une hausse de 124,7 milliards d'un exercice à l'autre. Cette hausse a concerné toutes les principales rubriques et particulièrement les recettes des impôts et taxes.

Les recettes des impôts et taxes recouvrées se sont situées à 512,5 milliards F CFA contre 461 milliards au cours de la même période de l'exercice 2004, soit une hausse de 51,5 milliards (+11,2%) en glissement annuel. Cet accroissement des impôts et taxes est fortement imputable à l'amélioration du recouvrement de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (118,3 milliards F CFA à fin septembre 2005 contre 87,1 milliards) à la même période de l'année dernière, aux droits d'enregistrement et timbre (34,3 milliards contre 16,9 milliards) et au recouvrement de la TVA (167,5 milliards F CFA contre 152,7 milliards).

Les recettes douanières à fin septembre 2005 se sont élevées à 258 milliards F CFA contre 227 milliards à fin septembre 2004, soit une hausse de 30,1 milliards (+13,2%) entre les deux périodes. Cette augmentation des recettes douanières s'explique par la mise en œuvre des nouvelles mesures fiscales et d'un certain nombre d'actions. Au rang desquels ; la bonne prise en charge des marchandises, la pérennisation de la sécurisation du système informatique PAGODE, un meilleur suivi des régimes suspensifs, le redéploiement et la mobilisation des effectifs.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin septembre 2005 se sont chiffrées à 90,7 milliards F CFA contre 57,7 milliards à la même période de l'exercice 2004, soit une hausse de 33 milliards (+57,2%) dû en partie à des dividendes exceptionnels encaissés au premier semestre 2005.

L'exécution des dépenses publiques s'est traduite par une amélioration de la consommation des crédits d'investissement et une maîtrise des autres postes de dépenses. En effet, les paiements effectués à fin septembre 2005 se sont élevés à 1066,3 milliards F CFA contre 995,9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une hausse de 70,4 milliards (+7,1%) en glissement annuel. L'analyse par rubriques se présente comme suit :

Les dépenses de personnel ont été contenues à 311,9 milliards F CFA à fin septembre 2005 contre 315 milliards à fin septembre 2004, soit une baisse de 3,1 milliards F CFA. Cette baisse s'explique en grande partie par la poursuite de l'assainissement du fichier solde des personnels de l'Etat.

Les dépenses des biens et services se sont chiffrées à 255,2 milliards F CFA à fin septembre 2005 contre 301,3 milliards à fin septembre 2004 soit une diminution de 46,1 milliards F CFA .

Les dépenses des transferts et pensions se sont élevées à 122,3 milliards F CFA à fin septembre 2005 contre 106,4 milliards à fin septembre 2004, soit une hausse de 15,9 milliards entre les deux exercices due en partie au paiement des transferts et subventions de l'année antérieure.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se sont situées à 89,8 milliards F CFA à fin septembre 2005 et progressent ainsi de 9,8 milliards par rapport à fin septembre 2004 où elles étaient de 80 milliards.

Les dépenses PPTE ont augmenté de 16,6 milliards F CFA (+ 78,3%), passant de 21,2 milliards F CFA à fin septembre 2004 à 37,8 milliards à fin septembre 2005. Cet important accroissement est principalement dû aux dépenses d'investissement qui passent quasiment du simple au triple entre fin septembre 2004 et fin septembre 2005 (9 milliards F CFA pour 25,3 milliards). Ceci s'explique par une meilleure maîtrise des procédures relatives aux dépenses PPTE par les acteurs de la chaîne de la dépense, la mise en œuvre des recommandations de l'audit des dépenses PPTE réalisé en 2004 et une meilleure préparation des projets.

Le service de la dette publique à fin septembre 2005 s'est élevé à 254,2 milliards F CFA contre 170,3 milliards à fin septembre 2004, soit une hausse de 83,9 milliards (+49,3%). Il est constitué de 110,9 milliards de dette extérieure et de 143,3 milliards de dette intérieure.

S'agissant de la dette intérieure, les paiements se sont globalement chiffrés à 143,3 milliards à fin septembre 2005 contre 81,6 milliards à fin septembre 2004, soit une hausse de 61,7 milliards (+75,6%). Cette forte hausse est rendue possible par l'utilisation de l'excédent des recettes pétrolières (windfall pétrolier), dont au moins 50% a été affecté au paiement de la dette intérieure. Le surplus pétrolier a surtout servi à l'amortissement du principal (59,9 milliards payés contre 31,2 milliards à fin septembre 2004), et au paiement des arriérés intérieurs (30,6 milliards contre 2,9 milliards en 2004). Les intérêts servis à fin septembre 2005 sont de 15,9 milliards et les remboursements de crédits de TVA sont de 36,9 milliards.

En outre, les paiements effectués au titre des instances des exercices antérieurs, hors PPTE, se sont élevés à 84,2 milliards à fin septembre 2005.

Les flux de financement extérieur ont enregistré un solde net négatif de 58,3 milliards F CFA à fin septembre 2005. Il résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 21,7 milliards, correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 80 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) s'est traduite par une diminution nette des engagements de l'Etat de 115,9 milliards à fin septembre 2005 contre une augmentation de 10,4 milliards à fin septembre 2004. Cette évolution

s'explique d'une part par une forte hausse des disponibilités de l'Etat pendant la période, notamment les reversements importants effectués par le Trésor au compte PPTE, et d'autre part par une baisse significative des avances statutaires consenties par la BEAC au Trésor public.

**TABLEAU SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2005**

(en milliards de FCFA)

<i>RUBRIQUES</i>	janv-sept 04	janv-sept 05	variation	variation (%)
	(a)	(b)	(b-a)	(b/a)
<b>RECETTES</b>				
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>205,6</b>	<b>292,0</b>	<b>86,4</b>	<b>42,0</b>
1-Redevance SNH	172,5	245,2	72,7	42,1
2- IS pétrole	33,1	46,8	13,7	41,4
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>736,9</b>	<b>861,6</b>	<b>124,7</b>	<b>16,9</b>
<b>1- Recettes Fiscales</b>	<b>688,9</b>	<b>770,5</b>	<b>81,6</b>	<b>11,8</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>461,0</b>	<b>512,5</b>	<b>51,5</b>	<b>11,2</b>
dont -TVA	152,7	167,5	14,8	9,7
-IS non pétrole	87,1	118,3	31,2	35,8
-Droits d'accises	27,2	33,7	6,5	23,9
-Droits d'enreg.et timbre	16,8	34,3	17,5	104,2
- TSPP	54,6	51,3	-3,3	-6,0
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>227,9</b>	<b>258,0</b>	<b>30,1</b>	<b>13,2</b>
dont - droit de douane import.	126,2	134,5	8,3	6,6
_TVA import.	96,8	110,7	13,9	14,4
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>57,7</b>	<b>90,7</b>	<b>33,0</b>	<b>57,2</b>
<b>3- Effets à l'encaissement</b>	<b>-9,7</b>	<b>0,4</b>	<b>10,1</b>	<b>-104,1</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>942,5</b>	<b>1153,6</b>	<b>211,1</b>	<b>22,4</b>
<b>DEPENSES</b>				
<b>I-Dépenses courantes</b>	<b>722,7</b>	<b>689,4</b>	<b>-33,3</b>	<b>-4,6</b>
Dép. personnel	315,0	311,9	-3,1	-1,0
Dép.Biens & Services	301,3	255,2	-46,1	-15,3
dont PPTE	12,2	12,5	0,3	2,5
transferts et pensions	106,4	122,3	15,9	14,9
<b>II- Dépenses des investissements</b>	<b>102,8</b>	<b>116,5</b>	<b>13,7</b>	<b>13,3</b>
Sur financements extérieurs	22,8	26,7	3,9	17,1
Sur ressource propres.	80,0	89,8	9,8	12,3
dont PPTE	9,0	25,3	16,3	181,1
<b>III- Dépenses diverses non classées</b>	<b>0,1</b>	<b>6,2</b>	<b>6,1</b>	
<b>IV- Service de la dette publique</b>	<b>170,3</b>	<b>254,2</b>	<b>83,9</b>	<b>49,3</b>
Dette extérieure	88,7	110,9	22,2	25,0
Dette intérieure	81,6	143,3	61,7	75,6
dont - amortissement du principal	31,2	59,9	28,7	92,0
-remboursement crédits TVA	39,5	36,9	-2,6	-6,6
- arrières intérieurs	2,9	30,6	27,7	
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>995,9</b>	<b>1066,3</b>	<b>70,4</b>	<b>7,1</b>

Source: MINEFI/DAE/FP.

**TABLEAU SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2005** (en milliards de FCFA)

<i>RUBRIQUES</i>	sept-04	sept-05	janv-sept 04	janv-sept 05	variation		variation (%)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
<b>RECETTES</b>								
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>22,7</b>	<b>38,9</b>	<b>205,6</b>	<b>292,0</b>	<b>16,2</b>	<b>86,4</b>	<b>71,4</b>	<b>42,0</b>
1-Redevance SNH	22,7	38,9	172,5	245,2	16,2	72,7	71,4	42,1
2- IS pétrole	0,0	0,0	33,1	46,8	0,0	13,7	0,0	41,4
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>80,5</b>	<b>99,0</b>	<b>736,9</b>	<b>861,6</b>	<b>18,5</b>	<b>124,7</b>	<b>23,0</b>	<b>16,9</b>
<b>1- Recettes Fiscales</b>	<b>72,3</b>	<b>89,4</b>	<b>688,9</b>	<b>770,5</b>	<b>17,1</b>	<b>81,6</b>	<b>23,7</b>	<b>11,8</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>46,5</b>	<b>52,5</b>	<b>461,0</b>	<b>512,5</b>	<b>6,0</b>	<b>51,5</b>	<b>12,9</b>	<b>11,2</b>
dont -TVA	18,6	19,6	152,7	167,5	1,0	14,8	5,4	9,7
-IS non pétrole	4,1	4,5	87,1	118,3	0,4	31,2	9,8	35,8
-Droits d'accises	3,1	4,1	27,2	33,7	1,0	6,5	32,3	23,9
-Droits d'enreg.et timbre	1,1	4,3	16,8	34,3	3,2	17,5	290,9	104,2
- TSPP	7,6	6,4	54,6	51,3	-1,2	-3,3	-15,8	-6,0
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>25,8</b>	<b>36,9</b>	<b>227,9</b>	<b>258,0</b>	<b>11,1</b>	<b>30,1</b>	<b>43,0</b>	<b>13,2</b>
dont - droit de douane import.	14,5	20,9	126,2	134,5	6,4	8,3	44,1	6,6
_TVA import.	11,0	14,7	96,8	110,7	3,7	13,9	33,6	14,4
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>9,2</b>	<b>12,9</b>	<b>57,7</b>	<b>90,7</b>	<b>3,7</b>	<b>33,0</b>	<b>40,2</b>	<b>57,2</b>
<b>3- Effets à l'encaissement</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3,3</b>	<b>-9,7</b>	<b>0,4</b>	<b>-2,3</b>	<b>10,1</b>	<b>230,0</b>	<b>-104,1</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>103,2</b>	<b>137,9</b>	<b>942,5</b>	<b>1153,6</b>	<b>34,7</b>	<b>211,1</b>	<b>33,6</b>	<b>22,4</b>
<b>DEPENSES</b>								
<b>I-Dépenses courantes</b>	<b>86,4</b>	<b>88,4</b>	<b>722,7</b>	<b>689,4</b>	<b>2,0</b>	<b>-33,3</b>	<b>2,3</b>	<b>-4,6</b>
Dép. personnel	33,2	33,0	315,0	311,9	-0,2	-3,1	-0,6	-1,0
Dép.Biens & Services	43,1	37,7	301,3	255,2	-5,4	-46,1	-12,5	-15,3
dont PPTE	0,2	0,5	12,2	12,5	0,3	0,3	150,0	2,5
transferts et pensions	10,1	17,7	106,4	122,3	7,6	15,9	75,2	14,9
<b>II- Dépenses des investissements</b>	<b>10,9</b>	<b>16,9</b>	<b>102,8</b>	<b>116,5</b>	<b>6,0</b>	<b>13,7</b>	<b>55,0</b>	<b>13,3</b>
Sur financements extérieurs	1,9	1,0	22,8	26,7	-0,9	3,9	-47,4	17,1
Sur ressource propres.	9,0	15,9	80,0	89,8	6,9	9,8	76,7	12,3
dont PPTE	0,0	0,0	9,0	25,3	0,0	16,3		181,1
<b>III- Dépenses diverses non classées</b>	<b>0,1</b>	<b>-5,4</b>	<b>0,1</b>	<b>6,2</b>	<b>-5,5</b>	<b>6,1</b>		
<b>IV- Service de la dette publique</b>	<b>13,2</b>	<b>30,5</b>	<b>170,3</b>	<b>254,2</b>	<b>17,3</b>	<b>83,9</b>	<b>131,1</b>	<b>49,3</b>
Dette extérieure	5,2	8,2	88,7	110,9	3,0	22,2	57,7	25,0
Dette intérieure	8,0	22,3	81,6	143,3	14,3	61,7	178,8	75,6
dont - amortissement du principal	1,0	3,7	31,2	59,9	2,7	28,7	270,0	92,0
-remboursement crédits TVA	5,3	5,6	39,5	36,9	0,3	-2,6	5,7	-6,6
- arrières intérieurs	0,3	9,1	2,9	30,6	8,8	27,7		
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>110,6</b>	<b>130,4</b>	<b>995,9</b>	<b>1066,3</b>	<b>19,8</b>	<b>70,4</b>	<b>17,9</b>	<b>7,1</b>

Source: MINEFI/DAE/FP.